

**Communiqué de l'Union Nationale Interprofessionnelle
des Retraité-e-s de Solidaires Bouches du Rhône :**

Défendre notre droit inconditionnel à la retraite, à la santé, les retraité/es de l'UNIRS/Solidaires avec la CGT, la FSU, la FGR/FP, la LSR, la CGC, la CFTC se mobilisent ce 20 mars à Marseille pour reconquérir notre Sécurité Sociale et défendre cette avancée sociale exceptionnelle.

LE retraité, LE responsable et LE coupable de tous les maux de notre pays !!!

☞ Comment peut-on nous décrédibiliser et nous discriminer à tout bout de champ en nous rendant responsables de la dette, en nous faisant passer pour une charge pour la société, en nous taxant de nantis même avec un montant médian des retraites (incluant les « très hautes ») de 1450 €/mois ?

☞ Comment peut-on détourner nos petits revenus en cherchant les milliards chez les retraité/es alors que, d'après l'OXFAM, « 10% de la fortune cumulée des milliardaires français suffirait pour atteindre 50 milliards d'économies recherchés actuellement pour le budget 2025 » ?

Donc pour nos gouvernants, le retraité devrait être malade et pauvre !

Une bonne façon de faire oublier que la retraite, issue de nos cotisations, la santé sont des droits conquis par la génération de nos parents et grands-parents dans un pays ruiné par la guerre, il y a juste 80 ans. , grâce à la Sécurité Sociale que nous fêtons aujourd'hui « pour assurer le bien-être de tous, de la naissance à la mort ». Depuis, elle n'a cessé d'être remise en cause dans ses principes par le patronat et les politiques libérales.

Un budget à la baisse, mais un secteur qui intéresse fortement le privé ?!

Avec la loi Juppé de 1995, le budget de la Sécu, issu de nos cotisations sociales, n'est plus géré par les salarié/es mais par l'Etat, une gestion basée sur l'obsession du déficit depuis Maastricht. Et, le *Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale*, (PLFSS) toujours à la baisse ne correspondra plus jamais aux besoins de la population.

Les 672 milliards (en 2023) que la Sécu. contient, hors des marchés financiers, sont lorgnés par le secteur assurantiel privé. La baisse orchestrée des retraites avec les différentes réformes et mesures contre les retraité/es est une aubaine pour la capitalisation et les fonds de pension pour compléter la retraite.

Une dégradation de notre système de santé orchestrée par nos gouvernants :

☞ Pour 2025 : augmentation prévue de 3,4% fixée par l'*Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie* (ONDAM) insuffisante à nos besoins. C'est 10 % qu'il faudrait !

☞ Budget d'austérité 2025 : les soins de ville ne seront remboursés qu'à 50% par l'Assurance Maladie d'après la Mutualité, hôpitaux publics sinistrés avec manque de lits et de personnel, de médecins et de spécialistes, se rajoutent des fermetures de services d'urgences comme chez nous à Pertuis, Manosque, Digne, Sisteron, Digne, Apt, Draguignan, Saint Tropez.

☞ Doublement de franchises médicales, participations forfaitaires sans remboursement possible, Déremboursements par l'assurance maladie pour transfert sur des complémentaires santé et assurances privées de certains médicaments, de dépassements d'honoraires excessifs (500 € pour une cataracte, 2000 à 3000 € pour des prothèses, soins dentaires, transports sanitaires, ALD...)

Une spirale sans fin ou quand se soigner devient du luxe !!!

Tours de passe-passe comptables

En même temps, la Cour des Comptes, évalue le déficit de la Sécurité Sociale à 6,6 milliards avec une prévision de 15 milliards en 2035. Bien loin de revenir sur les multiples exonérations de cotisations sociales de plus de 90 milliards, non compensées par l'Etat depuis 2020, qui étouffent la Sécurité Sociale en organisant donc son déficit tout en nous en rendant responsables compte tenu de nos dépenses de santé.

Quant au sort réservé aux personnes en perte d'autonomie, quelle indignité pour notre pays ! Une grande loi sur l'autonomie, promise par tous les gouvernements précédents a été chaque fois abandonnée.

EHPAD un univers impitoyable !

↪ Depuis 2088 sur PACA, en EHPAD plus de lit supplémentaire et importantes listes d'attente. ↪

C'est la fin de la création d'EHPAD public. Avec pour projet sous-jacent de créer une assurance privée dépendance obligatoire. F. Bayrou a publié le 1er janvier, un décret qui donne la liberté aux Ehpads publics et associatifs d'augmenter leurs tarifs jusqu'à 35% pour les nouveaux résidents, en majorité des femmes ayant de petites retraites, souvent en grande dépendance.

↪ En confondant business et solidarité, 70% des EHPAD des Bouches du Rhône ont été livrés aux grands groupes (Korian, DomusVI, Orpea devenu Emeis) avec des subventions publiques ainsi qu'à présent de plus en plus de centres de rééducation et de cliniques de soins (Madeleine Rémusat à Marseille, Le Château à la Roque d'Anthéron...) où les profits ne sont jamais suffisants au détriment d'une prise en charge des personnes abandonnées, sans soins corrects, sans même voir de médecins.

L'UNIRS/Solidaires13 joints par des familles sur ces manquements graves n'a pas manqué de le signaler lors d'audience dans le cadre de l'intersyndicale du groupe des 9 à l'Agence Régionale de la Santé et à la Préfecture.

Solidarité : un anachronisme voire une injure pour nos comptables ministériels !

Depuis des décennies, on assimile assistance et assurance, on dénature le sens même du service public et de l'intérêt général en les rendant rentables, on dévoie la solidarité en nous rabâchant que nous ne pouvons pas laisser filer la dette. La cure d'austérité imposée au budget de la Sécurité Sociale la transforme de fait en variable d'ajustement budgétaire alors qu'elle n'est pas une administration de l'Etat. De la même façon qu'on intègre nos retraites, pourtant issues de nos cotisations sociales, qui est, rappelons-le, du salaire, dans les dépenses sociales et qu'on les réduit à une allocation sociale.

Défendre notre modèle social : un enjeu majeur pour notre avenir

Défendre notre droit inconditionnel à la retraite, à la santé avec la Sécurité Sociale créé avec le *Conseil National de la Résistance* fondé sur la solidarité intergénérationnelle, pilier de notre modèle social avec les services publics, est un enjeu majeur, vital pour toutes les générations.

Son principe fondateur « *chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins* » doit être la seule boussole. En défiant le leurre de la retraite par capitalisation dépendant de la Bourse, prônée par le Medef et le gouvernement, les retraité/es craignent qu'insidieusement, on se dirige vers un système à l'anglo-saxonne régi par des assurances privées et des prestataires. Sans solidarité, tout le monde va casquer, de son porte-monnaie à la santé.

Sur tout le territoire, les retraité/es de l'UNIRS/Solidaires avec la CGT, la FSU, la FGR/FP, la LSR, la CGC, la CFTC se mobilisent pour reconquérir notre Sécurité Sociale et défendre cette avancée sociale exceptionnelle. A Marseille, le rendez-vous est à 10h30 au pied de la gare Saint Charles, après un point presse, le cortège partira vers la Préfecture.

Contact : Roselyne Garcia 06 12 58 81 11